

Des concessions inquiétantes pour le secteur de la volaille :

« On ne peut concéder davantage de marchés »

LONGUEUIL, le 23 janvier 2018 - Tout en reconnaissant que le commerce international est essentiel à l'économie canadienne et que la signature d'accords commerciaux est importante pour l'économie canadienne, les Éleveurs de volailles du Québec sont fortement déçus que les concessions faites par le gouvernement canadien dans le cadre de l'*Accord de partenariat transpacifique global et progressiste* (PTPGP) à 11 pays pour le secteur de la volaille n'aient pas été ajustées afin de refléter le retrait des États-Unis de l'accord original. Soulignons que les États-Unis étaient le seul pays à demander des accès supplémentaires pour la volaille pendant les négociations initiales du PTP.

« Cet accès supplémentaire de 2,1 % des marchés est majeur pour la filière avicole québécoise. C'est maintenant l'équivalent de plus de 10 % de la production canadienne qui sera importée. Nous, les producteurs de volailles, déplorons cette brèche supplémentaire à un système qui assure aux Canadiens un juste équilibre entre l'utilisation de nos ressources et les besoins des consommateurs. Le gouvernement canadien ne doit plus concéder nos parts de marché, notamment dans le cadre de l'ALÉNA, sans mettre en péril la stabilité du système actuel et ainsi nuire à nos entreprises et à l'économie d'ici, » mentionne Pierre-Luc Leblanc, président des Éleveurs de volailles du Québec.

En 2017, 86 millions de kg de poulet ont été importés au Canada par l'entremise des contingents tarifaires existant, soit 7,5 % de la production canadienne de 2016. À cela s'ajoutent plus de 83 millions de kg de poulet, soit 7 % supplémentaire, qui sont importés, en vertu de divers programmes gouvernementaux d'importation non spécifiques au secteur agricole, et qui ont permis à certains acteurs de contourner les barrières tarifaires en place et d'importer du poulet de manière frauduleuse, notamment dans le cas des poules de réforme. Une situation similaire est observée dans le secteur du dindon.

« Nous comptons sur l'ouverture du gouvernement afin de pallier cette pression supplémentaire sur le système de gestion de l'offre afin de s'assurer que nos entreprises maintiennent leur capacité concurrentielle, » a précisé M. Leblanc, faisant référence aux annonces faites par le gouvernement

du Canada en 2015 d'un programme visant à couvrir les pertes d'accès aux marchés des éleveurs québécois et visant à soutenir le système de contingents actuellement en place.

De plus, le secteur avicole s'attend à ce que le gouvernement canadien mette rapidement en place des programmes de soutien et mette enfin un arrêt définitif aux mesures de contournements tels que les importations de fausses poules de réforme, l'utilisation du programme de reports de droits de douane ainsi que les importations de mélanges définis de spécialités.

À propos des Éleveurs de volailles du Québec

Les Éleveurs de volailles du Québec, affiliés à l'UPA, représentent 821 familles d'éleveurs qui élèvent avec soin du poulet et du dindon, en respectant de strictes normes de salubrité des aliments et de bien-être animal. Nous sommes fiers de notre importante contribution à l'économie régionale et nationale, entre autres, par la création de milliers d'emplois, en plus d'offrir aux Québécois et aux Canadiens des aliments de qualité qui s'inscrivent dans un régime alimentaire sain. Au Québec, la filière avicole représente 27 300 emplois (directs, indirects et induits), 726 M\$ de recettes à la ferme, 2,1 G\$ en contribution au PIB et 689 M\$ en recettes fiscales. Nous sommes fiers d'offrir aux consommateurs de la volaille bien élevée : toujours nourris aux grains, sans trace d'antibiotique, élevée en liberté et sans hormones.

-30-

Pour plus de renseignements, nous vous invitons à communiquer avec Chloé Lefebvre, conseillère aux communications aux Éleveurs de volailles du Québec au 450 679-0540, poste 8512 ou par courriel à l'adresse suivante : chloelefebvre@upa.qc.ca